HAL open science

Yémen : précarité politique et sociale croissante

Laurent Bonnefoy

▶ To cite this version:

Laurent Bonnefoy. Yémen : précarité politique et sociale croissante. Alternatives Sud, 2009, 16 (4), pp.109-116. hal-03605501

HAL Id: hal-03605501

https://sciencespo.hal.science/hal-03605501v1

Submitted on 8 Feb 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

YÉMEN : PRÉCARITÉ POLITIQUE ET SOCIALE CROISSANTE

Laurent Bonnefoy, Sciences Po, Centre de recherches internationales (CERI), CNRS, Paris, France

In : *Alternatives Sud*, Vol. 16, n°4, pp. 109-116.
URL : https://www.cetri.be/Yemen-precarite-politique-et

La multitude et la complexité des « fronts » – antiterroriste, identitaire, social, politique – auxquels fait face l'Etat yéménite déstabilisent le pays. La société civile, dynamique et relativement indépendante, limite les velléités autoritaires du gouvernement et satisfait certaines demandes sociales. Mais l'inversion des tendances à l'oeuvre dépendra aussi d'un changement d'attitude des partenaires internationaux.

Depuis sa naissance en 1990 avec l'unification du Yémen du Nord et du Yémen du Sud, le sort de la République du Yémen n'a cessé d'inquiéter la communauté internationale. Nombreux sont les observateurs ou diplomates qui, au fil des années, ont pu prédire un scénario « à la somalienne » à ce pays ou annoncer l'échec de l'Etat central yéménite mis à mal par une culture tribale apparemment rétive à toute régulation gouvernementale. Les attentats du 11 septembre 2001 et leurs nombreuses conséquences ont constitué un important test pour le régime et ont mis à mal le fragile équilibre politique du pays. Force est de constater que l'on assiste depuis lors à une lente dégradation de la situation.

En effet, notamment depuis le début de la guerre de Saada en juin 2004, la situation dans le pays a fortement évolué, amenant légitimement à questionner la capacité du régime, dirigé depuis 1978 par Ali Abdallah Saleh, à se réformer suffisamment pour faire face aux nombreux enjeux. Le Yémen se trouve aujourd'hui confronté à de multiples fronts dont l'importance et la profondeur restent mal évaluées et sans doute mal hiérarchisées, tant par la communauté internationale que par les dirigeants du pays.

Les revendications qui s'expriment à travers ces différentes crises semblent portées par des segments plus ou moins larges de la population et s'incarnent dans des mouvements parfois spontanés et donc non institutionnalisés. De toute

évidence, ces revendications ne sont pas nécessairement progressistes ou ne s'inscrivent pas toutes dans le cadre de la défense de la démocratie ou des droits de l'homme, en revanche toutes se trouvent liées à la situation économique et sociale précaire du Yémen en ce début de 21e siècle.

MULTITUDE ET COMPLEXITÉ DES FRONTS

Le front antiterroriste, marqué par ses spécificités idéologiques et sa dimension transnationale, a pris de l'ampleur au cours des derniers mois. Il constitue la plus médiatisée des crises et celle qui occupe le plus les chancelleries occidentales. En janvier 2009, l'annonce de la fusion entre les branches yéménites et saoudiennes d'al-Qaida a rendu compte d'une capacité d'organisation croissante des groupes islamistes armés ainsi que d'une évolution de leur stratégie au Yémen. Différents attentats ciblant tant les Occidentaux, notamment des touristes ou encore comme en septembre 2008 l'ambassade américaine à Sanaa, que les autorités yéménites ont donné le sentiment d'une escalade que l'émergence d'une nouvelle génération de militants, moins prête au compromis avec le pouvoir yéménite que celles qui l'ont précédée, est venue confirmer.

De fait la pression exercée par les différents groupes jihadistes sur le gouvernement s'amplifie. Le rapatriement des prisonniers yéménites de Guantanamo du fait de la fermeture programmée de cette prison par l'administration Obama constitue un objet d'embarras pour toutes les parties, y compris le gouvernement yéménite, dont la position reste ambiguë. Pour leur part, les défenseurs des droits de l'homme se demandent si les ex-prisonniers auront droit à un traitement juste, alors que les partisans de la lutte antiterroriste s'interrogent sur la capacité des autorités yéménites à contrôler ces individus potentiellement violents et à éviter toute récidive une fois qu'ils seront de retour dans leur pays.

En dépit de l'attention portée à ce front par le gouvernement yéménite comme par ses partenaires internationaux, force est de constater qu'il ne concerne la population yéménite que de manière marginale. Malgré un anti-américanisme largement répandu, le soutien fondé idéologiquement aux attentats se fait rare dès lors qu'ils affectent de plus en plus directement la société yéménite, soit en tuant des civils yéménites, soit en accentuant la crise économique. Les réseaux violents peuvent toutefois compter sur certaines solidarités tribales ou régionales et alors bénéficier de protections ponctuelles, y compris au sein des structures étatiques ou administrations locales.

Depuis 2007, un deuxième front met aux prises le gouvernement avec un mouvement protéiforme de protestation dans les gouvernorats de l'ex-Yémen du Sud, tout particulièrement à Aden, Dhala, Lahj et Abyan. Au départ emmené par

une association de retraités de l'armée du Sud demandant une réévaluation de leur statut, le mouvement a pris de l'ampleur au fil des mois et donné lieu à d'importantes manifestations qui semblent largement spontanées. La répression par les forces de sécurité a eu pour effet principal d'étendre l'assise de la contestation, en dépit de l'absence de leader incontestable. Si la protestation prend de plus en plus ouvertement des accents sécessionnistes et identitaires, les revendications se fondent pour l'essentiel sur un rejet des discriminations subies par les habitants du sud du pays (dans l'accès aux emplois publics par exemple ou au moment de la re-privatisation des terres consécutive à la fin de la période socialiste dans les années 1990), ainsi que sur une critique de la corruption du régime qui est alors commune à d'autres régions du Yémen.

Pour des raisons tant historiques (l'ex-Yémen du Sud était une colonie britannique jusqu'en 1967) que liées à la capacité de communication des anciennes élites socialistes, notamment des anciens présidents Ali Nasser Muhammad et Ali Salim al-Bidh, qui tentent de se réapproprier la contestation populaire, la crise dans les gouvernorats méridionaux du pays jouit d'une exposition médiatique et diplomatique importante. Celle-ci a parfois tendance à surévaluer la dimension idéologique et identitaire de la contestation, négligeant alors son caractère faiblement organisé et l'absence de spécificité sudiste.

La guerre de Saada reste une source d'inquiétude légitime, bien que trop souvent négligée par la communauté internationale. Depuis juin 2004, ce conflit, dans une province frontalière de l'Arabie saoudite, au nord-ouest du Yémen, oppose l'armée nationale à une rébellion emmenée par la famille al-Houthi. Les groupes armés prétendent combattre au nom de la défense de l'identité zaydite, une branche du chiisme minoritaire au Yémen mais qui autrefois dominait le pouvoir politique. Au fil de ses six différentes phases, le conflit a sensiblement évolué, donnant naissance à une économie de guerre et conduisant à l'implication croissante des tribus de la région de Saada soit du côté de la rébellion, soit en soutien aux forces armées.

La répression de nombre d'intellectuels zaydites, les bombardements, parfois indiscriminés, de villages, ainsi que les dizaines de milliers de déplacés ont pu accentuer l'assise populaire de la rébellion et étendre les zones de combats. La rébellion souffre toutefois du manque de lisibilité de ses objectifs qui restent encore rarement explicités. Par ailleurs, le fait que les « houthistes » soient, pour des raisons historiques, associés à l'ancien régime de l'imamat zaydite défait par la république lors de la révolution de 1962 constitue un handicap pour mobiliser les populations contre le pouvoir.

A ces trois fronts vient s'ajouter une crise politique sans précédent depuis l'unité. Le partage du pouvoir qui était une spécificité de l'équilibre politique semble

dorénavant avoir fait long feu et le Congrés populaire général, formation politique au pouvoir, se trouve de plus en plus en situation de monopole dans les institutions publiques. Les partis d'opposition, autrefois plus conciliants dans la mesure où ils étaient associés au pouvoir, ont dès lors fait évoluer leur stratégie. L'alliance entre ces derniers, et tout particulièrement entre le parti socialiste et les islamistes d'al-Islah, à travers l'organisation de la Rencontre commune constitue un phénomène particulièrement important et une singularité yéménite.

Un candidat unique de l'opposition a ainsi été présenté lors de l'élection présidentielle de 2006 (obtenant 22% des suffrages selon les chiffres officiels). La menace de boycott des élections législatives prévues en avril 2009 par la Rencontre commune a fait plier le gouvernement : le scrutin a été repoussé de deux ans et le pouvoir a alors promis d'engager de profondes réformes démocratiques. L'opposition souffre toutefois encore auprès de la population d'un certain manque de crédibilité et de leadership. De plus, l'alliance entre les anciens ennemis socialistes et islamistes n'est pas sans ambiguïtés, tant leurs projets de société mais également leurs bases militantes apparaissent parfois inconciliables.

La crise économique actuelle et la crise écologique annoncée pour la prochaine décennie constituent des défis supplémentaires. L'inflation des biens de consommation courante au cours de l'année 2008, puis la baisse soudaine des prix du pétrole, principale ressource budgétaire du pays, ont placé tant la population que le gouvernement dans une situation financière délicate. En janvier 2009, le gouvernement a par exemple annoncé une baisse de 50% de ses dépenses annuelles (hors salaires) par rapport au budget adopté quelques mois auparavant par le Parlement alors que le baril de pétrole était à son plus haut.

Cette baisse conjoncturelle se conjugue à un problème structurel : l'épuisement progressif des gisements de pétrole que l'exploitation des ressources gazières à compter du second semestre 2009 ne viendra que partiellement combler. Le chômage élevé couplé à une croissance démographique importante (plus de 3% par an) laisse le pays sans grande perspective de développement économique, dès lors que l'environnement politique n'est pas davantage propice aux investissements privés. La situation impose donc au gouvernement d'engager des réformes, notamment en mettant un terme aux importantes subventions aux produits pétroliers qui grèvent le budget de la nation. Une première baisse de ces subventions en juillet 2005 avait déjà donné lieu à d'importantes manifestations spontanées, durement réprimées par la police. Il est vraisemblable que dans le contexte actuel, une telle réforme, bien que nécessaire, se révélerait plus déstabilisatrice encore.

L'épuisement des ressources aquifères autour de la capitale Sanaa et de la troisième ville du pays, Taez , constitue un défi fondamental que peu d'acteurs,

tant au Yémen, qu'à l'extérieur, ne semblent correctement évaluer ou préparer. Cette crise, prévue pour la prochaine décennie, apportera son lot de centaines de milliers de réfugiés et entraînera inévitablement des violences dont l'ampleur demeure inconnue. Les solutions, aujourd'hui absentes, exigeront, en plus d'une importante prise de conscience écologique de la part de la population, un investissement important de l'Etat yéménite, de la société civile et de la communauté internationale.

ACTIVISME ET INDÉPENDANCE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Face à ces multiples fronts, l'existence d'une société civile indépendante et dynamique apparaît comme un atout important. Les acteurs traditionnels, que ceux-ci soient tribaux ou bien religieux, constituent une forme de contre-pouvoir souvent en mesure de limiter les velléités autoritaires du gouvernement. Par les armes ou du fait de leur capacité à mobiliser de larges segments de la population au niveau local, les tribus jouent également leur rôle d'intermédiaire entre la société et l'Etat. Ces acteurs traditionnels n'échappent pas à des processus de modernisation et s'inscrivent parfois explicitement dans des structures formelles, notamment partisanes mais également associatives. Les forums internet apparaissent par exemple comme des nouveaux instruments de mobilisation qui permettent parfois de préserver ces identités traditionnelles dans le temps et l'espace, en dépit notamment de l'expérience migratoire ou de l'urbanisation : la diaspora commerçante originaire de la région orientale du Hadramaout, présente dans le Golfe arabo-persique, en Afrique de l'Est ainsi qu'en Asie du Sud-Est continue notamment par ce biais à jouer un rôle important au Yémen.

Parallèlement, l'émergence depuis le début des années 1990, d'organisations non gouvernementales de défense des droits démocratiques, sociaux et culturels ainsi que d'une presse libre est à même de relayer mais aussi de satisfaire des demandes sociales. Si certaines des organisations semblent adapter leurs agendas aux bailleurs de fonds internationaux, adoptant une rhétorique qui apparaît parfois comme exogène, d'autres s'appuient sur d'intenses réseaux et bénéficient dès lors d'une réelle légitimité sociale. L'association caritative al-Islah, proche du parti islamiste du même nom, est la principale ONG du pays et trouve des relais importants dans le secteur éducatif ainsi que parmi les commerçants. La popularité de son action a amené le pouvoir à réagir en créant la fondation Salih, dirigée par Ahmed Ali Salih, le fils du Président.

La vive concurrence entre les ONG progouvernementales et celles liées à l'opposition n'empêche pas le développement d'associations indépendantes. Le contexte politique n'est toutefois pas évident. Depuis 2001, une nouvelle loi, plus contraignante que la précédente, régit la création d'associations. La presse indépendante est elle aussi soumise à une importante pression venant du

ministère de l'information : en mai 2009, huit journaux, dont le principal quotidien indépendant, *al-Ayyam*, ont été temporairement fermés. Aux dires des différents journalistes, l'autorisation nécessaire à la création d'un nouveau titre s'avère de plus en plus difficile à obtenir.

Pourtant, comparé aux autres pays de la région, force est de constater que la presse yéménite bénéficie d'une liberté réelle : les journaux sont nombreux et parviennent à aborder un grand nombre de thèmes en adoptant un ton particulièrement critique. De même, le syndicat des journalistes est un espace de discussion réel et donne lieu périodiquement à l'élection disputée de leurs représentants. La capacité de la presse indépendante à informer la population se trouve toutefois limitée par la difficile diffusion des titres, particulièrement dans les zones rurales, par le monopole étatique sur la presse audiovisuelle ainsi que par le taux élevé d'analphabétisme.

Outre les mobilisations sociales et l'activisme de la société civile, l'avenir du Yémen semble lié à l'attitude de la communauté internationale. La focalisation parfois excessive sur la guerre contre le terrorisme aux dépens des autres crises a eu des effets occasionnellement destructeurs. Il est donc urgent que les partenaires du pays, notamment occidentaux, prennent conscience de la multitude mais aussi de la complexité des fronts du Yémen et s'engagent de façon constructive. Par ailleurs, le salut du pays passe vraisemblablement par un investissement croissant de ses voisins, aux ressources financières importantes, ainsi que par un accroissement de la transparence de leurs interventions. Les riches monarchies du Golfe, tout particulièrement l'Arabie saoudite, semblent en effet avoir longtemps privilégié une politique clientéliste qui a eu pour effet d'affaiblir le gouvernement yéménite et de déstabiliser la société.

BIBLIOGRAPHIE

Bonnefoy L., Poirier M., « Le Rassemblement yéménite pour la réforme (al-Islâh) : la difficile construction d'un projet d'alternance », *in* Catusse M., Karam K. (dir.), *Les dynamiques partisanes dans le monde arabe*, Beyrouth, Lebanese Center for Policy Studies (en cours de publication).

International Crisis Group (2009), « Yemen : Defusing the Saada Time Bomb », *Middle East Reports*, n°86.

Mermier F. (2008), « Yémen : Le Sud sur la voie de la secession ? », *Echogéo*, juin. http://echogeo.revues.org/index5603.html

Poirier M. (2008), « Yémen nouveau, Futur meilleur ? Retour sur l'élection présidentielle de 2006 », *Chroniques Yéménites*, n°15, Sanaa, CEFAS, 129-159.

Philips S. (2008), Y*emen's Democracy Experience in a Regional Perspective : Patronage and Pluralized Authoritarianism*, London, Palgrave Macmillan.